

DISCOURS SOLENNEL DE MADAME LA VICE-MINISTRE

Atelier National de Validation de la Stratégie Nationale de Gouvernance des Données
Bujumbura, le 7 novembre 2025

Excellences,

Madame , Monsieur le Représentant de la délégation de l'Union européenne au Burundi ,
Monsieur le Représentant de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique
(CEA),

Mesdames et Messieurs les représentant de l'AUDA-NEPAD

Monsieur le représentant de de la GIZ

Mesdames et Messieurs les Représentants des institutions publiques et parapubliques, du
secteur privé, du monde académique, de la société civile et des startups,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un honneur et un privilège de prendre la parole, au nom du Gouvernement du
Burundi et du Ministère des Finances, du Budget et de l'Économie Numérique, à l'occasion de
cet atelier national de validation de la Stratégie Nationale de Gouvernance des Données : Un
moment historique pour la souveraineté numérique du Burundi

Cette journée marque une étape décisive pour notre pays. Elle consacre l'aboutissement d'un
processus rigoureux, entamé en mars 2025 avec la consultation nationale sur la domestication
du Cadre de Politique des Données de l'Union Africaine (CPD-UA), poursuivi en avril avec
l'atelier d'engagement des parties prenantes, et couronné aujourd'hui par cette validation
nationale qui confère à notre stratégie toute sa légitimité et son ancrage institutionnel.

Tout au long de ce processus, une **démarche participative et inclusive** a été adoptée,
mobilisant **plus de soixante institutions nationales** qui ont contribué activement à la
conception de cette stratégie — parmi lesquelles des institutions publiques, des régulateurs,
des opérateurs privés, des universités, des startups, des associations ainsi que des
partenaires techniques et financiers.

Ces consultations ont permis de :

- Recueillir les attentes et les réalités des acteurs,
- Identifier les défis techniques, juridiques et institutionnels,
- et co-construire une vision commune articulée autour de sept piliers stratégiques :
la gouvernance institutionnelle, le cadre juridique, l'interopérabilité, les infrastructures,
la sécurité, les capacités humaines et l'économie des données.

Cette diversité d'expériences et d'expertises fait de cette stratégie un document collectif, pragmatique et opérationnel, à l'image du Burundi que nous voulons bâtir : connecté, souverain et inclusif.

La Stratégie Nationale de Gouvernance des Données traduit la vision ambitieuse du Gouvernement :

« Faire des données un bien public stratégique, au service de la transparence, de l'innovation et du développement durable. »

Elle exprime la volonté du Burundi de :

- renforcer sa souveraineté numérique à travers une gouvernance claire et responsable ;
- créer de la valeur économique et sociale à partir des données et de l'innovation ;
- promouvoir une culture nationale des données, fondée sur la confiance, la formation et l'usage éthique.

Cette stratégie s'inscrit pleinement dans le prolongement du Cadre de Politique des Données de l'Union Africaine, de la Convention de Malabo et de l'Agenda 2063, tout en intégrant les priorités de la Vision Burundi 2040–2060.

Mesdames et Messieurs,

L'appropriation par chacun et chacune est la clé du succès

en effet , la réussite de cette stratégie dépend désormais de l'appropriation pleine et entière de chacun et chacune, en ce qui le concerne.

Chaque institution, chaque partenaire, chaque acteur qu'il soit public, privé, académique ou communautaire doit s'identifier à cette vision et en devenir un relais actif.

S'approprier cette stratégie signifie :

- Intégrer la gouvernance des données dans vos pratiques quotidiennes ;
- valoriser la donnée comme une ressource stratégique au sein de vos institutions ;
- et contribuer activement à la mise en œuvre des actions prioritaires.

C'est par cette appropriation collective et partagée que la stratégie prendra vie sur le terrain et produira ses effets tangibles.

**Mesdames et Messieurs,
Distingués invités,**

Une co-construction pour la mise en œuvre de la présente stratégie, **tant sur le plan technique que financier, s'impose** désormais comme la prochaine étape essentielle. En effet, la validation d'aujourd'hui marque le point de départ d'une nouvelle phase, celle de la co-construction pour la mise en œuvre, qui appelle à une mobilisation collective de l'ensemble

des acteurs nationaux et des partenaires internationaux afin d'accompagner le Gouvernement du Burundi dans la réalisation concrète des projets prioritaires. Cette phase portera à la fois sur la mise en œuvre technique, à travers la modernisation des infrastructures, la création de référentiels nationaux et l'interopérabilité des systèmes, et sur la mobilisation conjointe des ressources financières, par le biais des instruments de coopération bilatérale et multilatérale, garantissant ainsi la durabilité et la cohérence des actions à court, moyen et long terme. À cet égard, le Gouvernement tient à saluer le soutien constant de la CEA, de l'AUDA-NEPAD, de la GIZ et de l'Union européenne, notamment à travers l'initiative Global Gateway, véritable levier structurant pour l'investissement numérique durable en Afrique.

Les prochaines étapes, telles que définies dans la feuille de route, seront les suivantes :

1. Création du Comité National de Gouvernance des Données, chargé de superviser la mise en œuvre et d'assurer la cohérence interinstitutionnelle ;
2. Élaboration du Plan d'Action National triennal (2026–2028), précisant les projets prioritaires, les responsabilités et les ressources nécessaires ;
3. Mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation avec un cadre d'indicateurs de performance (KPI) pour mesurer les progrès et renforcer la redevabilité ;
4. Mobilisation des financements auprès des partenaires dans le cadre d'un dialogue structuré autour du Global Gateway, du Fonds Africain de Développement Numérique et des initiatives régionales Smart Africa et EAC ;
5. Organisation d'une revue annuelle multipartite, afin d'ajuster la stratégie en fonction des avancées et des nouveaux défis.

Ce calendrier post-validation sera communiqué officiellement dans les jours à venir et fera l'objet d'un suivi régulier par la Direction Générale des TIC.

**Mesdames et Messieurs,
Distingués invités,**

En guise de conclusion, j'en appelle à l'unité et à la responsabilité collective pour une gouvernance des données à la fois responsable et innovante.

Nous venons, ensemble, de franchir une étape déterminante dans la construction d'un Burundi numérique, souverain et tourné vers l'avenir. Cette validation ne marque pas la fin d'un processus, mais bien le commencement d'une nouvelle ère celle de la mise en œuvre effective de la Stratégie Nationale de Gouvernance des Données, dans un esprit de collaboration, de solidarité et de responsabilité partagée.

J'invite donc tous les acteurs institutions publiques, secteur privé, monde académique, société civile, startups et partenaires techniques et financiers à demeurer pleinement engagés afin que cette stratégie devienne une réalité concrète, un levier de transformation durable et un symbole de confiance numérique pour notre pays.

Ensemble, faisons de la gouvernance des données un pilier de souveraineté, d'innovation et de développement durable, au service du Burundi et, au-delà, de toute l'Afrique.

Je déclare officiellement close la cérémonie de validation de la Stratégie Nationale de Gouvernance des Données du Burundi.

Je vous remercie.